



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 1er SEPTEMBRE 1984

N° 265

PRIX : ANTILLES 2,50 F
FRANCE 3 F

Editorial

L'ECONOMIE DE LA GUADELOUPE MALADE, MAIS MALADE DU COLONIALISME ET DE L'IMPERIALISME

Récemment la Chambre syndicale des Hôteliers de la Guadeloupe a tenu une conférence de presse pour dire, en gros, que ça allait très mal dans le secteur du tourisme. Les hôtels, ont dit les hôteliers fonctionnaient à peine à 45 % de leur capacité d'accueil et parfois moins, tel Holiday Inn qui pouvant recevoir jusqu'à 312 personnes n'en avaient que 70 la semaine dernière. La situation est tellement préoccupante selon les responsables des Hôtels que certains envisageraient déjà de ne travailler que pendant certaines périodes et pas à d'autres. Nul doute qu'en pareil cas ce sont les employés qui en feraient les frais, les patrons quant à eux trouvant toujours le bon moyen de s'en sortir.

Mais il n'y a pas que le tourisme qui soit malade. Le secteur canne est moribond depuis déjà plusieurs années. Il ne se passe pas de fin de récolte sans qu'une usine ou deux ne ferme. Cette année encore, aucune des 4 usines restantes n'a réalisé de score qui pourrait susciter une petite lueur d'espoir que cela a des chances de redémarrer dans ce secteur. Bien au contraire même celle que d'aucuns estimaient viable, Gardel en l'occurrence, connaît elle aussi son pesant de déficit.

Dans le bâtiment, il y a longtemps que l'on sait que rien ne va plus, que les licenciements se succèdent au point qu'en très peu d'années plus de 4000 emplois ont été supprimés dans ce secteur. Autre chiffre très significatif des difficultés de ce secteur : seulement 400 logements sont programmés pour la prochaine année au lieu de 2000 habituellement construits depuis plusieurs années. Cela veut-il dire que tous les demandeurs de logement sont satisfaits et qu'il n'y a plus de problèmes de logement en Guadeloupe ? Point du tout. Les services de la SIG et des HLM qui enregistrent les demandes croulent littéralement sous le poids des demandes non satisfaites. C'est tous les jours que les services de mairie ont à connaître des problèmes de gens ayant de grosses difficultés pour trouver un logement à louer et cela surtout dans les couches pauvres et mêmes moyennes de la population pour qui il est exclu de se payer une villa à 3000 ou 4000 Frs dans Gosier, Vernou ou autre Marina.

Est-ce à dire que si ces trois grands secteurs vont mal et très mal, que l'artisanat dont tous les grands technocrates de l'économie s'accordent à dire que...c'est l'avenir économique de la Guadeloupe, se porte mieux ?

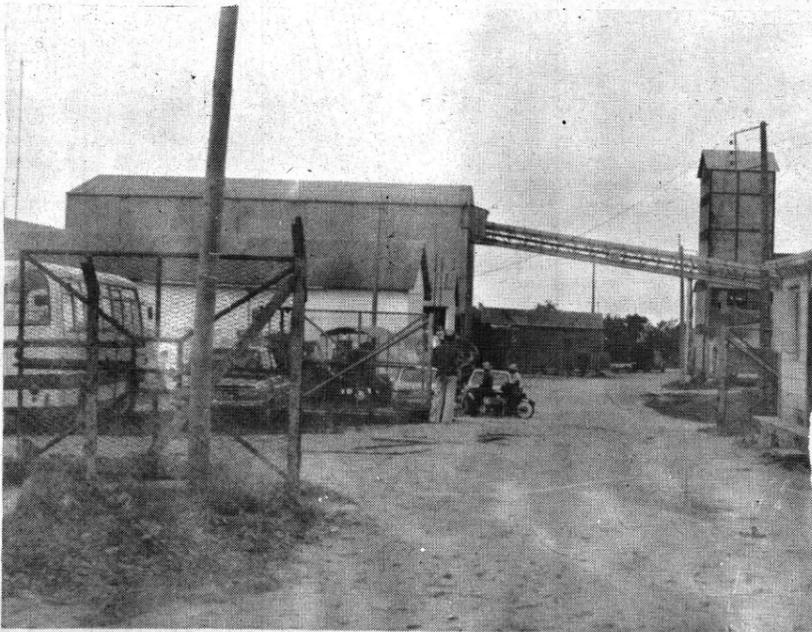
L'on serait bien embarrassé pour répondre « Oui » à une telle question. En tout cas ce ne sont pas des artisans eux-mêmes qui diraient oui, acculés qu'ils sont à la mévente de leurs produits, écrasés qu'ils sont par les impôts et taxes en tous genres.

Suite page 2

Guadeloupe

BEAUPORT

C'EST AUX TRAVAILLEURS INDUSTRIELS ET AGRICOLES DE DONNER ET D'IMPOSER LEUR SOLUTION



L'usine de Beauport est de nouveau l'objet de discussions tant au niveau des deux assemblées locales, Conseil Général et Conseil Régional qu'au niveau de la population. Le problème vieux déjà de plusieurs années est toujours le même, l'activité de l'usine est chaque année toujours plus déficitaire. Au terme de la dernière campagne le déficit supplémentaire est de l'ordre de 14 millions de francs. Ce qui fait dire à certains que Beauport est un véritable gouffre financier.

Aujourd'hui, ni les anciens capitalistes, ni les nouveaux gérants n'entendent plus investir un seul centime dans cette entreprise. Le gou-

vernement a promis d'apurer le passif de Beauport, mais pour l'heure, l'argent n'est pas parvenu jusqu'aux instances locales. Mais apurer le passif ne veut nullement dire que l'Etat donnera les moyens financiers pour que l'usine continue à tourner. A terme il n'y aurait qu'à envisager la fermeture pure et simple de Beauport. En toute logique capitaliste il n'aurait rien de plus normal. Une affaire, dans la société capitaliste n'est viable que si elle est rentable pour les propriétaires capitalistes.

Mais alors voilà ! Ceux-là même, les représentants de la droite qui en toute logique devraient être pour la fermeture de l'usine fei-

gnent de refuser la logique du système capitaliste qu'ils continuent de défendre. Certains derrière la présidente du Conseil Général, sont pour la « mise sous cocon » pour un an de l'usine. Un an, disent-ils, le temps de moderniser l'usine et d'avoir plus de cannes.

Défendant des positions proches de cette fraction de la droite l'on retrouve les syndicats UTA et UPG et l'UPLG qui eux aussi, pensent que la remise en route de l'usine Beauport passe par une fermeture d'au moins une année en 1984-1985. L'autre fraction de la droite celle qui se range derrière J. Moustache est contre la mise sous cocon. Elle est pour que l'usine fonctionne quitte à utiliser les autres mois après la récolte pour faire les réparations qui s'imposent.

C'est aussi la position du Parti Communiste, du Parti Socialiste et de la CGTG qui préconisent la création d'une Société coopérative de production (SCOP) qui serait aidée pour partie par le Conseil Général et le Conseil Régional et pour l'autre par un autre organisme financier, mais qui recevrait des travailleurs devenus coopérateurs l'autre partie du Capital.

Pour l'heure le débat et se situe donc entre partisans de la mise sous cocon et partisans de la poursuite des activités de l'usine. En définitive les mobiles des premiers sont, pourrait-on dire, « économiques » alors que ceux des seconds sont d'un caractère « social ». Les uns disant vouloir défendre « l'avenir économique de la Guadeloupe », les autres privilégiant le sort des travailleurs, tout au moins le laissent-ils entendre. Mais l'une ou l'autre position va-t-elle réellement dans le sens des intérêts fondamentaux et à long terme des travailleurs, des couches pauvres et de la grande ma-

Suite page 2

Martinique

LES TRAVAILLEURS DE L'ABATTOIR DEPARTEMENTAL OBLIGENT LA DIRECTION A CEDER

Il a fallu que la quasi totalité des travailleurs de l'abattoir départemental lutte pendant 15 jours pour imposer à leur patron la signature d'un accord stipulant la révision de leur salaire en fonction de la hausse des prix.

Avant que l'abattoir ne soit géré par la S.M.D.S. les salaires des ouvriers étaient révisés tous les 6 mois.

Depuis 1 an et demi la gérance de ces établissements est confiée à la S.M.D.S. et le directeur voulait s'en tenir aux directives gouvernementales concernant les salaires. C'est ainsi que les ouvriers ont eu une augmentation de 2,5 % en janvier et une autre de 2,5 % en juillet, mais le directeur refusait de signer en

juillet le principe de la révision des salaires au cas où l'indice des prix dépasserait 5 %. Ce fut là le point d'acchoppement qui a contraint les ouvriers à entrer en grève.

42 y ont participé sur un effectif total direction comprise de 47 personnes.

Les ouvriers ont eu une audience au conseil général au cours de laquelle le principe a été retenu de l'alignement de leur salaire sur ceux du bâtiment et des travaux publics et d'un rattrapage si les prix augmentent de plus de 5 %.

Lors d'une nouvelle rencontre avec les ouvriers la direction de l'abattoir accepte le principe mais refuse un accord signé

Le 9 août 1984 sans consulter les ouvriers une réunion est prévue à l'Inspection du Travail, les ouvriers refusent de s'y rendre en objectant que l'on vienne discuter sur leur lieu de travail.

Le 12 août un accord est signé.

C'est donc une victoire pour les travailleurs martiniquais.

D'autres problèmes non à l'ordre du jour demeurent comme :

- l'absence de réfectoire ; - le non-paiement du 13^e mois et autres primes, gageons que les travailleurs trouveront le chemin pour les obtenir quand ils le décideront.

DESENCLAVEMENT DU BOURG DES ABYMES, OU AXE

RAIZET-ST FRANCOIS ? La population est toujours

écartée de tels projets.

Au début de la deuxième quinzaine du mois d'août, une certaine agitation s'est développée à proximité du bourg des Abymes.

En effet, les travaux de construction d'une route de déviation de la RN5 qui traverse le bourg des Abymes, avançaient.

Les bulldozers de la Colas et de la Sogetra perçaient des terres, dont certaines étaient plantées en canne, pour construire une grande route de dégagement du bourg des Abymes, comprenant quatre voies de 7 mètres chacune, séparées par un terre-plein central de 6 mètres.

La réalisation de ce projet qui date d'ailleurs de plusieurs années a provoqué un certain mécontentement en particulier dans le milieu agricole des syndicats UTA et UPG et autour d'un groupement de défense des intérêts agricoles qui s'est constitué. A plusieurs reprises, des dizaines de personnes se sont mobilisées, ont été sur les lieux pour empêcher les machines de fonctionner. Elles ont interpellé aussi sur cette affaire les administrations concernées (DDE, préfecture) ainsi que la mairie des Abymes, pour demander l'arrêt de ces travaux.

Les militants de l'UTA-UPG et du groupement de défense des intérêts agricoles expliquaient que la réalisation d'un tel projet doit non seulement désenclaver le bourg des Abymes, mais se situe dans le cadre de la construction du nouvel axe routier reliant Raizet à Saint-François et détournant la circulation des

bourgs se trouvant entre ces deux villes comme cela est déjà le cas pour plusieurs bourgs de la Basse-Terre (Trois-Rivières, Goubeyre, bientôt Petit-Bourg et Goyave). Pour eux une telle réalisation aurait des conséquences sur l'agriculture. En particulier dans la région des Abymes elle risquerait de favoriser la transformation de terres agricoles en terres loties pour la construction de villas de luxe, comme cela fut déjà le cas à Pointe d'Or.

Le jeudi 16 août, c'est sous la «protection» de forces de répression importantes que les travaux se sont déroulés. A cette occasion, le sous-préfet présent sur le lieux n'avait pas manqué de distiller quelques uns de ses habituels propos méprisants à propos des personnes mobilisées dans cette action.

Depuis lors, les travaux sont restés, semble-t-il, au point mort.

Une telle situation met en évidence une fois de plus, la légèreté avec laquelle ceux qui dirigent mettent en oeuvre leurs projets.

L'administration coloniale réalise ses plans, par l'intermédiaire de technocrates en poste qui ne sont nullement concernés par les conséquences de tracés arbitraires qu'ils exécutent sur des feuilles de papier.

Les populations, concernées elles, ne sont jamais consultées réellement. Les bureaux de Plan d'occupation des sols sont ouverts, des années auparavant, certes. Mais, à un moment où les gens assaillis par leurs problèmes quotidiens, ne peuvent pas s'intéresser

sérieusement à de tels projets et peuvent surtout difficilement se mobiliser pour les modifier. De plus ils sont rarement mis aux courant des conséquences de ces projets sur leur environnement, en dehors des stricts problèmes de propriété.

L'administration coloniale hypocrite, a beau jeu de dire, plusieurs années après que personne n'a fait opposition à ses projets.

Et le maire des communes concernées, notamment F. Jalton lui emboîte le pas, alors qu'au niveau communal, il aurait été possible de soumettre de façon plus accessible et en discutant réellement le projet à la population.

Mais là encore, les dirigeants sont peu soucieux de voir les populations s'exprimer. Et même lorsqu'ils sont obligés d'ouvrir des bureaux d'information sur les projets à réaliser, rien n'est fait pour que des explications, des débats contradictoires, même, permettent aux gens de donner leur point de vue et de trouver ensemble des solutions, qui ne soulèveraient pas de problèmes plus importants que ceux que l'on prétend régler.

Alors aujourd'hui, bien que le problème de désenclavement du bourg soit réel et durement ressenti par les citoyens des Abymes et aussi par tous ceux qui empruntent cet axe routier quotidiennement, il ne faut pas s'étonner que des voix s'élèvent contre le projet de l'administration.

Beauport :

c'est aux travailleurs

industriels et

agricoles de donner

et d'imposer

leur solution.

SUITE DE LA P. 1

ajorité de la population ?

Les partisans de la mise sous cocon prétendent qu'il faudra environ un an pour que l'usine dispose de suffisamment de cannes et soit plus moderne. Rappelons que la production de cannes de Beauport a été de 86.000 tonnes cette année, alors que la capacité de broyage de l'usine est de 230.000 tonnes. En toute logique, ce n'est pas en un an que les 140.000 tonnes manquantes seront produites, surtout quand il est notoirement connu depuis plusieurs années et que de nombreux planteurs n'ont pas replanté. Alors la «mise sous cocon» risque de durer plus d'un an. Ne pas le dire, cache peut-être à terme une fermeture pure et simple. Quant à ceux qui veulent la poursuite des activités, ce qu'ils proposent ne semble nullement viable dans l'avenir. Les travailleurs pourront-ils réellement trouver les fonds nécessaires pour la création de la SCOP ? Quand bien même ils les trouveraient, la SCOP comme les autres usines à sucre d'ailleurs pourra-t-elle trouver à vendre à un prix compétitif dans le contexte de crise économique actuel et face à des pays producteurs de sucre concurrents autrement mieux équipés et fabriquant en plus grande quantité et à des coûts beaucoup plus bas ? Il est difficile aujourd'hui de répondre par l'affirmative à toutes ces questions. Ou alors si dans l'esprit de ceux qui la préconisent, il ne s'agit que d'une mesure transitoire, il faut le dire clairement. Autrement faire croire qu'il s'agit là de la solution efficace pour sauver les emplois à Beauport, c'est tout simplement créer de graves illusions chez les travailleurs qui voudraient bien essayer une telle entreprise.

On le voit les deux pôles du débat actuel autour de Beauport ne sont en rien des garanties sérieuses et d'avenir pour les travailleurs et les couches pauvres de la population que leurs intérêts seront protégés et défendus.

Quelle que soit l'issue, mise ou pas sous cocon, création de SCOP ou pas leur seule garantie qu'ils ne se feront pas avoir une fois encore c'est de se rassembler, travailleurs d'usine et travailleurs agricoles, colons, petits et moyens planteurs de la région, de s'organiser, pour débattre entre eux des solutions qu'ils jugent bonnes pour l'ensemble et ensuite, par leur nombre et leur détermination les imposer aux capitalistes et aussi les faire connaître aux hommes et organisations politiques et syndicales qui disent les soutenir.

Martinique

Quand

MonPlaisir

se fâche

On se souvient avant les vacances, quelques individus avaient décidé de créer à la Martinique une fédération du Front National de Le Pen. Comme par hasard, ils avaient mis à leur tête un dénommé Jacques Admas, un blanc installé depuis quelques années à la Martinique, se présentant lui-même comme dirigeant d'entreprise. Nul n'avait porté attention à ce fait, les émules de Le Pen ne s'étant pas manifesté autrement.

Et voilà qu'il y a une semaine, un homme politique se met à tonner contre la fédération du Front National, accusant les dirigeants péle mêle d'être des racistes et de dangereux irresponsables.

Qui est l'auteur de cette brutale sortie ? Un responsable de la gauche ? de l'extrême gauche ? un militant nationaliste ? Vous n'y êtes pas. Le dit responsable est monsieur Yann Monplaisir, jeune loup du RPR, récemment

élu conseiller régional et par ailleurs capitaliste aux mains pleines. On pourrait croire à une quelconque sincérité de M. Monplaisir si le RPR ne s'était allié à plusieurs reprises au Front National de Le Pen. Rappelons pour mémoire le dernier épisode en date : le président de l'assemblée corse, un RPR, a été élu récemment avec les voix du Front National.

En fait, il faut prendre les attaques de Monplaisir pour ce qu'elles sont. Un bâton lancé dans les roues d'une organisation qui de toute évidence recrutera dans le milieu déjà acquis à la droite départementaliste et notamment le ramassis d'aventuriers racistes et de nostalgiques des colonies qui opèrent ici. D'habitude, ces messieurs se reconnaissent dans le RPR. S'ils décident d'aller au Front National, voilà des électeurs de moins pour Monplaisir et ses amis, et à la clé peut être faudra-t-il partager les sinécures, à commencer par les postes d'élus.

ALEXANDER

EN LIBERTE PROVISOIRE

La justice française s'est finalement décidée à mettre Alexander en liberté provisoire. De nombreux militants de Martinique comme de Guadeloupe étaient présents au tribunal de Fort-de-France le vendredi 25 août pour applaudir cette libération. Alexander a déjà purgé deux de prison sur dénonciation anonyme. Il serait accusé d'avoir lors de la grève des ouvriers de la plantation Martin à Capesterre, jeté un engin explosif dans la voiture du geur qui n'a d'ailleurs eu que de légers dégâts.

Une première fois, ce militant indépendantiste avait demandé sa mise en liberté provisoire. Elle avait été refusée. Le 24 août, Alexander comparait à nouveau devant le tri-

bunal de Fort-de-France, la cour de cassation ayant annulé le jugement à l'issue duquel il avait été condamné à trois ans de prison ferme.

Ce jour là, l'accusation n'avait pas jugé utile de se déplacer. La grève d'Air Guadeloupe, présentée comme excuse n'avait pourtant pas empêché des dizaines de personnes venues soutenir Alexander de se déplacer. Le jugement n'a donc pas eu lieu.

Toutefois, la mise en liberté provisoire de ce militant, qui n'a cessé de manifester courage et détermination face à l'épreuve de la prison, représente un recul de l'administration coloniale.

ATTAQUE DU GOUVERNEMENT CONTRE LE COMITE BASSE-TERRIEN DE SOUTIEN AUX EMPRISONNES POLITIQUES GUADELOUPENS

A Basse-Terre, un comité s'est constitué en association dans le but de :

a) « Soutenir tous les emprisonnés politiques Guadeloupéens incarcérés dans les geôles du Colonialisme Français ».

Emprisonnés qui jusqu'à leur jugement doivent être considérés comme des innocents (article 9 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen).

b) « Tout mettre en oeuvre pour le respect vis à vis des prisonniers politiques de la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen ».

comme cela est inscrit dans leurs statuts. A l'heure même où le comité devenait association selon la loi de 1901 au journal officiel, le préfet faisait convoquer les 6 membres du bureau de l'association devant le tribunal de Basse-Terre le 6 septembre 1984 à 8h.

Quels termes des statuts ont choqué le préfet et ses amis, le mot « colonialisme français », peut-on savoir ? Toujours est-il que l'administration coloniale souhaite ni plus ni moins dissoudre ce comité. Et comme il est indiqué dans l'assignation devant le tribunal, l'administration entend, à la suite du procès pouvoir « ordonner la fermeture des locaux » (de l'association) « et l'interdiction de toute

réunion de ses membres ».

Le gouvernement de Mitterrand et ses représentants locaux n'hésitent pas à revenir sur un droit longtemps revendiqué par la gauche française tant qu'elle était dans l'opposition, le droit à la liberté d'expression, à la liberté de réunion. Non contents d'emprisonner ceux qui luttent, ces gouvernants veulent museler la population et tentent d'empêcher les formes les plus pacifiques de regroupement.

Mais il y a plus c'est à travers ce procès, le droit imprescriptible du peuple guadeloupéen de se séparer s'il le désire, de la France, qui est remis en question. Accepter un tel procès, c'est en définitive admettre un retour en arrière d'au moins une vingtaine d'années. Epoque où le simple fait de parler de « colonialisme » pouvait valoir à son auteur poursuites ou exil s'il était fonctionnaire.

Le gouvernement souhaiterait voir une fraction de la population recourir à d'autres formes d'actions pour exprimer sa volonté qu'il ne s'y prendrait pas autrement. Ce procès est un procès inique et inadmissible pour la population de la Guadeloupe dans son ensemble.

Suite de l'éditorial

Alors c'est bien toute l'économie de la Guadeloupe qui est malade. Malade pas seulement du colonialisme, mais aussi du capitalisme. Un capitalisme actuellement en crise et qui réserve aux populations de Guadeloupe, Martinique et Guyane, tout comme à celles des pays sous-développés bien des misères et des catastrophes. Mais ces misères et ces catastrophes sont pas inévitables. Pour les éviter, c'est du capitalisme et l'impérialisme, son stade suprême que les travailleurs du monde entier devront se débarrasser. Dans cette tâche grandiose, les travailleurs des Antilles pourraient, en dépit de la petitesse de leurs pays respectifs jouer un grand rôle, s'ils décidaient d'accomplir ici et maintenant une telle tâche, en prenant la tête de ceux qui veulent se débarrasser du colonialisme et en même temps d'une société d'exploitation.

AIR GUADELOUPE : LES TRAVAILLEURS ONT MARQUE UN POINT.

Les travailleurs d'Air-Guadeloupe ont repris le travail mardi 28 août, après qu'un protocole d'accord eut été signé entre le Conseil Général, Koury président de la compagnie et les représentants syndicaux des grévistes.

Rappelons que les travailleurs dans leur ensemble (pilotes et personnel au sol) avaient déclenché une grève le jeudi 23 août, sur les revendications essentielles suivantes :

- départ de Raphaël Koury, qui cumulait les fonctions de directeur et de président.
- nomination d'un véritable directeur général.

- satisfaction de diverses revendications, en particulier rétablissement de certains droits acquis.

A la différence des grèves menées séparément par le personnel au sol et par les pilotes, l'action unitaire de ces deux catégories de personnel a porté ses fruits, et satisfaction a été obtenue sur plusieurs points. Ainsi, Koury et son homme de confiance Dufour ont été écartés du poste de directeur général. C'est Eric Rotin, président de l'office du Tourisme et conseiller régional, qui occupera ce poste de façon provisoire (deux mois en principe), il a obtenu les pleins pouvoirs dans le cadre de ses attributions, ce qui devrait avoir pour conséquence pour le personnel de ne plus voir Koury à toute heure du jour venir interférer dans la marche de la compagnie. De plus, les avantages acquis précédemment par le personnel que Koury n'avait pas hésité à supprimer ont été rétablis (paiement des jours de congé de maladie, gratuité du transport sur les lignes de la compagnie). Enfin, le personnel, par le biais du comité d'entreprise, aurait connais-

sance de candidatures retenues pour le poste de directeur général et participera à la commission de recrutement.

Il faut pourtant admettre que Koury est loin d'avoir tout perdu. Il demeure président, et a bien fait spécifier qu'il demeure à la tête de la compagnie pour les grandes décisions.

Il est à remarquer que bien que Koury ait fait l'unanimité contre lui parmi le personnel et dans une grande partie de la population, ses collègues du Comité Général, eux, ne l'ont nullement désavoué, qu'ils soient de gauche ou de droite. Il faut dire que céder aux revendications du personnel en écartant totalement Koury constituerait pour ces messieurs un précédent fâcheux : eux-mêmes n'ont pas envie de se voir chasser de leurs diverses sinécures par des mouvements de personnel, quelles que soient les magouilles auxquelles ils peuvent se livrer.

Reste à savoir si le personnel d'Air-Guadeloupe trouvera son compte dans ce changement de directeur : certes, Rotin de par sa profession est sans doute plus qualifié que Koury pour diriger une compagnie aérienne, mais il n'en est pas moins, tout comme ce dernier, un conseiller régional, très proche de Michaux-Chevry, et plus soucieux des intérêts de la bourgeoisie locale que de ceux des travailleurs. C'est pourquoi toute une partie du personnel se demande s'ils ont gagné au change.

L'avenir le dira, mais de toute manière, ils ont montré que par une action décidée et unitaire, bien des choses pouvaient être changées.

Gosier : LA POPULATION AURAIT INTERET A COMPTER AVANT TOUT SUR ELLE MEME.

L'installation de la sablière sur la plage du Petit Havre continue toujours de préoccuper la population du Gosier. Les prises de position défavorables à cette exploitation du sable dans la région se poursuivent. Après celle du maire Hélène qui fit grand tapage, celle de l'opposition à la majorité du conseil municipal conduite par Louis Morton, c'est au tour de René Siméon, pourtant membre de la majorité du conseil municipal, de publier un tract où il dit également «NON» à ce projet. A également pris position contre cette entreprise le Comité populaire du Gosier.

Néanmoins en dépit de toutes ces prises de position défavorables, l'exploitation du sable a bel et bien commencé. Il n'est plus question d'un simple projet. Le navire-suceur-de-sable peut être vu au moment même où nous écrivons, transportant chaque jour ses 1050 tonnes de sable à raison de trois voyages de 350 tonnes chacun. Selon des pêcheurs, le sable actuellement extrait le serait pas très loin de la côte, c'est-à-dire précisément dans la zone de pêche. S'il en était vraiment ainsi, le danger déjà signalé tant par la population que par les rapports de la commission d'ex-

perts en serait encore plus grave.

Mais pour empêcher qu'un tort considérable ne soit fait à la population et aux marins pêcheurs il est urgent que la mobilisation se fasse plus intense et plus déterminée.

Pour l'instant la grande majorité de la population du Gosier, pourtant opposée au projet, semble plutôt dans l'expectative. Se fait-elle, cette majorité, quelque illusion sur les soi-disant démarches en France du docteur Hélène ? Compte-t-elle sur le semblant d'unanimité qui a l'air de se dessiner au sein du conseil municipal, pour faire, sinon capoter le projet, du moins faire en sorte en s'appuyant sur le point de vue de la population et celui des experts qu'il ne mette carrément en péril et les plages concernées et la pêche dans cette commune ?

Dans l'un et l'autre cas les habitants du Gosier s'exposeraient à de graves déconvenues.

C'est avant tout sur eux-mêmes et sur leur propre capacité à s'organiser et à se faire entendre qu'ils auraient intérêt à compter si ils ne veulent pas essuyer de lourdes déceptions.

A LA VEILLE DE LA RENTREE SCOLAIRE : NOTE D'IMPOTS SURPRISE !

Les contribuables ont été désagréablement surpris de recevoir note d'impôts payable avant le 15 septembre. La direction des impôts a avancé l'échéance du dernier tiers qui était d'habitude fixée en fin d'année, soulignant qu'il s'agissait pour eux de «s'aligner ainsi sur la Métropole».

Une telle décision est prise sans que le contribuable en ait été informé directement et suffisamment à temps pour qu'il prenne des dispositions financières. On lui demande de payer un point c'est tout !

Cette imposition brutale qui traduit le mépris de l'administration vis à vis de la population a pour but de prendre le plus d'argent possible dans la poche du contribuable. Dans cette période de pré-rentree scolaire qui oblige les parents à effectuer des dépenses importantes, le paiement immédiat de l'impôt sera difficile, ce qui permettra à l'Etat de récolter des sommes supplémentaires sous forme de majorations de retard.

La hausse des prix : elle va toujours plus vite que la hausse des salaires

Les prix ont augmenté encore de 1,1 % au cours du mois de juillet, ce qui porte l'augmentation officielle, à 44 % depuis le début de l'année.

Les services de l'INSEE espèrent parvenir à une hausse limitée à 7,5 % pour l'année 1984, ce dont ne manquent pas de se réjouir les responsables préfectoraux.

Rappelons cependant que les objectifs gouvernementaux étaient de 5 % pour l'année et que les augmentations des salaires étaient dans la plupart des cas, limitées à ces fameux 5 %, notamment en ce qui concerne les employés de l'état.

Or, cette barre sera dépassée. Cela se traduira par de nouvelles pertes en matières de pouvoir d'achat.

La crise hôtelière : UNE CRISE QUI MENACE SURTOUT LE PERSONNEL

Lors d'une rencontre qu'ils ont eu avec le représentant du Conseil Régional, les hôteliers de la Guadeloupe se sont plaints de la crise touristique due à une baisse de clientèle.

D'après eux, cette année, les hôtels auraient reçu un effectif bien en dessous de leur capacité d'accueil. La chaîne Frantel serait en difficulté financière et mise en vente.

Entre autres raisons de cette crise, les hôteliers pensent que les tarifs de voyage élevés et le monopole d'Air-France, entraînent une baisse importante de la clientèle. Mais si il est vrai que les affaires ne sont pas très faciles pour les hôteliers c'est parce que dans ce secteur économique comme dans d'autres, (commerce, bâtiment), il y a longtemps que la crise se fait sentir.

La politique touristique, suscitée par l'administration coloniale et qui vise à enrichir les grandes chaînes et non à un véritable développement économique, n'y est pas étrangère.

Les promoteurs hôteliers profitent durant quelques années des allègements fiscaux auxquels ils ont droit, pour amasser le maximum d'argent et ce délai passé ils déclarent faillite et réinvestissent ailleurs.

Le personnel des hôtels en supporte les conséquences. Il est mis au chômage quand les hôtels ferment leurs portes. Il est aussi à la merci des fluctuations saisonnières. Quant la période est creuse la plupart d'entre eux est remerciée. Par contre, quand les hôtels sont pleins comme tel a été le cas cette année quoi qu'en disent les hôteliers, et que les affaires sont juteuses, ils n'en bénéficient pas.

Les hôteliers eux aussi ne bénéficient pas la place les mains vides. Ils accumulent des profits comme la Compagnie Air France elle-même.

D'ailleurs il est à noter qu'à l'heure actuelle d'autres promoteurs investissent, malgré les hautes cotations promues par les responsables de ce secteur. Ce ne sont pas les grands projets touristiques qui manquent tel celui de Grand Baie. Il n'y a qu'à voir aussi le grand chantier de la Marina où un complexe hôtelier est actuellement en construction.

Alors on peut se demander si les déclarations des responsables hôteliers ne visent pas plus à obtenir des aides ou à faire savoir qu'ils envisagent de faire payer aux employés leur politique d'allègement de charges.

ST DOMINGUE AFFRONTEMENTS ENTRE LES ETUDIANTS ET LA POLICE.

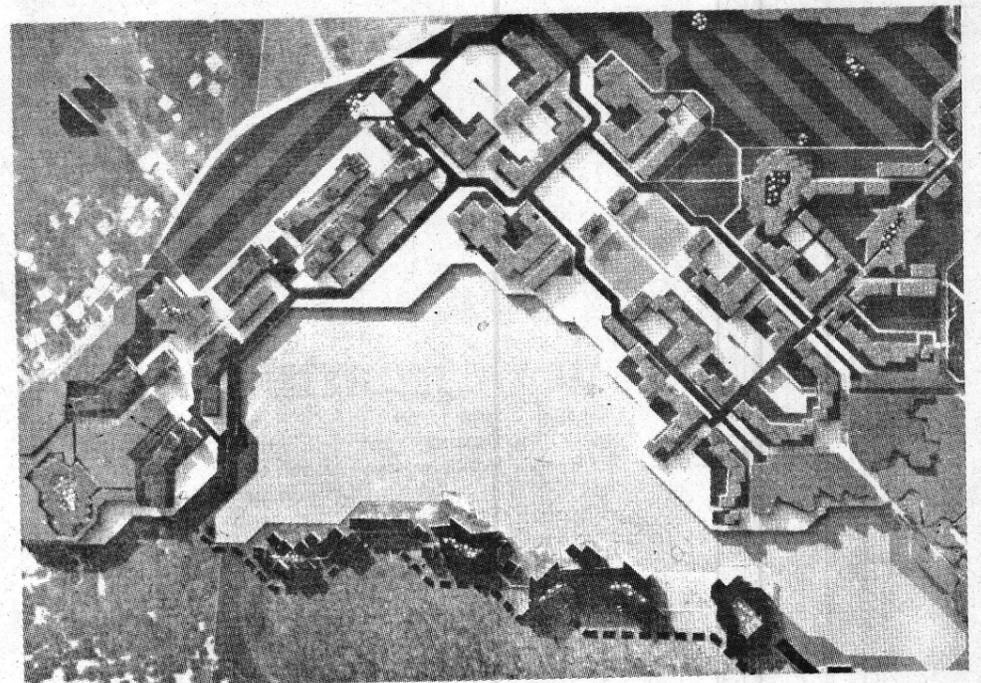
A St Domingue, ce sont cette fois les étudiants qui ont manifesté contre l'augmentation de 150 % du prix des transports et des livres. Ils se sont violemment heurtés à la police et à l'armée, et un étudiant est mort. Des dizaines d'autres ont été blessés.

Au mois d'avril dernier, des affrontements violents avaient eu lieu à Santo-Domingo, la capitale de St Domingue. Le gouvernement avait décidé l'augmentation de 100 % des prix de produits de première nécessité, tels que le pain, le lait, le sucre, l'huile. Les habitants des quartiers pauvres de Santo Domingo étaient descendus dans la rue, s'étaient attaqués à des magasins et des dépôts de vi-

vres. Les affrontements avec la police avaient fait des dizaines de morts et de blessés.

Le gouvernement de George Blanco avait dû revenir sur la décision d'augmentation brutale des prix qui était un aspect des mesures que cherchait à imposer le FMI à ce pays lourdement endetté et profondément touché par la crise économique mondiale.

Il revient cette fois à la charge en s'en prenant à une autre couche sociale, celle qui dans ce pays pauvre, a accès à la culture. Et en cherchant à augmenter le prix des transports publics, il touche une nouvelle fois les plus pauvres.



Projet touristique à Deshaies, 3000 chambres.

AFRIQUE DU SUD

à la réforme constitutionnelle bidon : Noirs, Metis et Indiens repondent par leur colere.

En Afrique du Sud, le gouvernement raciste poursuit sa politique d'Apartheid. En autorisant Métis et Indiens à pouvoir choisir leurs représentants propres au sein de leurs assemblées il exclut par contre la grande majorité de la population de son processus faussement démocratique : soit 25 millions de Noirs.

Ces mesures qui rentrent dans le cadre d'une nouvelle constitution ont entraîné des mouvements violents de protestation tant du côté des Métis que du côté des Noirs.

Les élections ont eu lieu d'une manière qui illustre bien la situation en Afrique du Sud : ce sont des milliers de militaires armés qui encadraient les bureaux de vote le jour où les 2,6 millions de Métis étaient appelés à aller voter. Ce qui a fait dire à un journaliste noir à

Johannesburg que dans certains bureaux de vote «il y avait plus de policiers que d'électeurs». Face aux mouvements de protestation contre ce vote inique, des rafles importantes ont été

opérées. Des responsables de mouvements Anti-Apartheid, des partisans du mouvement de la «conscience Noire» dont le leader Steve Biko fut assassiné en prison il y a quelques années, ont été interpellés ou arrêtés. Il y aurait eu au total plus d'une centaine d'arrestations. C'est la vague d'arrestations la plus importante depuis 1977. Cette repression a accru en retour les manifestations de protestation et aussi des manifestations hostiles au vote. Les policiers n'ont pas hésité à tirer avec des balles en plastique (disent-ils) sur de jeunes Métis manifestant pour le boycott des élections en particulier dans le quartier métis d'Eldorado Park qui n'a d'ailleurs rien d'un Eldorado, étant plutôt un sordide bidonville.

A Soweto, des manifestations ont aussi embrasé le célèbre ghetto des révoltes de 1977. Il faut dire que parallèlement à la révol-

te des Noirs et des Métis à propos du vote inique des Métis et des Indiens, les incidents de Soweto sont de nouveau le fait de dizaines de milliers de lycéens et d'étudiants qui protestent aussi contre l'éducation au rabais qui leur est donnée. Un étudiant de Soweto a été tué par balle et un autre grièvement blessé.

Dans d'autres endroits du pays, les lycéens ont aussi laissé éclater leur colère. Ils réclament la reconnaissance de conseils représentatifs d'étudiants, la suppression de l'âge limite et des châtements corporels. Les élèves ont donc décidé de boycotter les cours pendant 15 jours.

C'est dans cette ambiance là que le vote des Métis, on pourrait dire l'abstention des Métis, a eu lieu. A peine 18 % d'électeurs se sont rendus aux urnes. Dans la péninsule du CAP, à peine 4 % d'électeurs se sont déplacés, alors qu'il s'agit là de la région à plus forte concentration urbaine. C'est donc avec ce taux de participation très faible que Allan Hendrickse, chef du Parti Travailleuse Métis, sera le chef de la nouvelle assemblée, son parti ayant remporté 76 des 80 sièges de la nouvelle assemblée métisse. A l'heure où nous écrivons, nous ne connaissons pas encore le résultat du vote des Indiens qui devait avoir lieu le 28 août. En tout cas, ce premier scrutin aura révélé une chose, c'est que les Métis n'ont pas marché dans la combine gouvernementale et que bien au contraire, avec les Noirs, ils ont répondu à la réforme constitutionnelle bidon du gouvernement raciste et violent, par une violence à la mesure de leur colère. Partout en Afrique du Sud gronde la révolte. A l'heure où nous écrivons, les attentats ne se comptent plus, ainsi que les manifestations noires et métisses.

Tous les jours se forge toujours plus fort chez les pauvres écrasés par la misère et le racisme la conscience qu'il faudra en finir avec ce régime pourri et le mettre à bas pour toujours.

USA : VAGUE DE PATRIOTISME

ET D'ANTISOVJETISME.



Une vague de patriotisme chauvin gonfle en ce moment aux Etats Unis. Chacun a pu se rendre compte de cet état d'esprit qui a dominé les Jeux Olympiques de Los Angeles, lors des retransmissions télévisées. Les athlètes américains vainqueurs de différentes épreuves ont été portés aux nues comme de dignes héros de la mère patrie, à grand renfort de drapeaux étoilés et d'hymne national. A la population américaine, ils ont été présentés comme de vivants symboles de la grandeur de l'Amérique.

Mais les jeux Olympiques n'ont pas été la seule manifestation de ce patriotisme. Divers feuilletons télévisés aux Etats Unis exaltent jusqu'à la caricature cet esprit patriotard, chauvin et bien entendu anti-soviétique. Le contenu de ces productions peut se résumer en peu de mots : «nous sommes les plus grands et les plus forts, et nous nous devons entièrement à notre patrie, à laquelle nous devons tout». Message parallèle : «l'URSS, empire du mal, menace la fière Amérique. Il faut songer à le détruire».

Concernant «l'empire du mal», Reagan se

permet même de rêver tout haut de lui expédier quelques bombes, rêves dûment retransmis par la presse, qui a présenté cette déclaration comme une gaffe, ou une grosse plaisanterie de ce joyeux farceur de Ronald. Néanmoins, cette gaffe va dans le sens de toute la propagande qui est déversée par les médias sur la population américaine dans cette période pré-électorale et de crise économique...

Car la presse a beau parler de reprise économique aux Etats Unis, il n'en reste pas moins que si reprise il y a, elle est surtout perçue par les capitalistes, et beaucoup moins par la population et surtout les plus pauvres qui continuent à subir le chômage et la réduction de diverses formes d'assistance sociale.

Regonfler le sentiment patriotique des masses, c'est un moyen de leur faire accepter aussi des privations, au nom de la reprise et de la grandeur de l'Amérique. Il est révélateur qu'aux Etats Unis, les plus défavorisés parmi les travailleurs sont les travailleurs noirs, et que lors des jeux Olympiques, la télévision américaine a présenté beaucoup de sportifs noirs comblés d'honneurs par la Patrie. Une façon de montrer aux Noirs qu'ils ne sont pas oubliés par Reagan, alors que c'est eux qui font une bonne partie des frais de la crise. Cela peut toujours rapporter des voix aux élections qu'aurait pu attirer vers les démocrates la personnalité du démocrate noir Jesse Jackson.

Grandir l'Amérique et faire peser les menaces de guerre, cela revient aussi à présenter les Etats Unis comme un havre de sécurité pour les capitaux étrangers dans la tourmente mondiale, à attirer ces capitaux dans les banques américaines, donc à enrichir les capitalistes des Etats Unis...

Avec le même instrument, le chauvinisme anti-soviétique, Reagan cherche à plaire à la fois aux capitalistes, aux classes moyennes sensibles à un patriotisme naïf, pour favoriser sa réélection.

Mais comme cet instrument comprend la préparation de l'esprit de la population à la possibilité d'une guerre mondiale, c'est un jeu bien dangereux pour l'avenir de l'humanité.

France :

5795 suppressions

d'emplois chez

Citroen...

Avec la bénédiction

du nouveau ministre du travail.

Les discussions menées entre la direction des usines Citroën, le gouvernement, représenté par le nouveau ministre du travail Delebarre, et les dirigeants du syndicat CGT semblent bien prêt d'aboutir.

Calvet, président de la firme Citroën et Delebarre, ministre du travail, se sont mis d'accord pour licencier 5 795 travailleurs de chez Citroën.

Ils ont profité pour cela de la période des vacances. Les lettres de licenciement sont déjà parties, et à leur retour de congé, les travailleurs licenciés ne retrouveront pas leur emploi.

La majorité des travailleurs syndiqués de chez Citroën le sont à la CGT, et les dirigeants de ce syndicat, s'ils n'approuvent pas l'accord intervenu entre la direction de l'usine et le gouvernement, ne paraissent pas non plus décidés à proposer aux travailleurs une quelconque mobilisation sur ce problème de licenciements.

Sur 43 000 personnes employées par les usines Citroën, 5 795 sont donc en passe de perdre leur emploi. 3 248 seront envoyées en préretraite, 1950 seront licenciées, et 590 ouvriers immigrés repartiront dans leur pays d'origine.

Le nouveau gouvernement dirigé par Laurent Fabius a donc donné la preuve au patronat français qu'il est prêt à satisfaire ses désirs, qu'il a été mis en place pour cela. Les licenciements massifs pourront continuer. Sauf si les travailleurs décident tous ensemble de se mobiliser pour qu'il en soit autrement.

DE NOMBREUX ANTILLAIS AU SENEGAL DURANT

LES VACANCES

Près de 500 Antillais (Guadeloupéens et Martiniquais) ont séjourné durant deux semaines au Sénégal, au début du mois d'août.

En Guadeloupe, la fédération des Oeuvres Laïques à elle seule avait attiré plus de 400 personnes pour ce voyage de vacances. Un vol spécial, Raizet-Dakar a assuré le transport.

L'intérêt pour un tel voyage s'est remarqué par le nombre de participants. Retourner aux sources, connaître son pays d'origine était le grand désir de chacun.

L'enthousiasme du départ s'est vite abaissé dès les premiers contacts avec les réalités économiques et sociales du Sénégal. Beaucoup d'Antillais s'étaient représentés ce pays d'Afrique comme le plus avancé, tel que les images de la télévision nous le montrent. La première vision des quartiers pauvres de Dakar a été la première déception. Durant tout le Séjour les réflexions de nombreux Antillais allaient bon train : «S'il faut que nous soyons indépendants pour tant de misère, il vaut mieux que nous restions comme nous sommes !» Conclusion un peu trop rapide, car en fait s'il faut chercher les causes réelles des problèmes économiques du Sénégal, elles ne sont pas liées au fait que ce pays est indépendant.

Le Sénégal, comme tous les pays sous-développés d'Afrique, de l'Amérique Latine et de la Caraïbe, subit durement la crise du système capitaliste.

Après avoir été pillés par les métropoles impérialistes tous ces pays ont été appauvris. L'économie mondiale est dominée aujourd'hui par les lois du marché capitaliste. Une poignée de pays riches très industrialisés impose ses lois financières aux pays pauvres qu'ils ont démunis pour s'enrichir. Aujourd'hui, la crise oblige ces pays sous développés à s'endetter vis à vis

du FMI, et leurs gouvernants qui ne remettent nullement en question ce système capitaliste font subir aux couches pauvres des populations les pires sacrifices : vie chère, chômage, famine...

Ces pays indépendants ont un pouvoir politique contrôlé par la bourgeoisie locale qui a parfois succédé à une petite bourgeoisie nationaliste radicale, et qui pour imposer sa politique d'austérité aux pauvres n'hésite pas à réprimer violemment toute tentative de lutte contre la vie chère et la famine. Tel a été le cas en Tunisie et à Saint-Domingue où les émeutes de la faim ont été sauvagement réprimées.

En plus des difficultés économiques dues à la crise, le Sénégal comme d'autres pays d'Afrique encore beaucoup plus pauvres (Gambie, Guinée...) comme le Brésil, est frappé depuis plusieurs années par la sécheresse. La Casamance, la région la plus arrosée et la plus riche du Sénégal a été durement atteinte obligeant les populations à désertir les campagnes où l'eau est rare. Autour des villes, en particulier Dakar, s'accumule une couche de «sans-travail» qui croupit dans la misère n'ayant recours pour survivre qu'à la mendicité et la débrouillardise.

Mais même cette sécheresse qui est loin d'être une fatalité a des conséquences d'autant plus graves que le Sénégal manque de moyens techniques et financiers pour la résoudre.

Bien avant la crise, il existait déjà un profond déséquilibre entre pays riches et industrialisés et pays pauvres et sous-développés. La crise économique, en approfondissant l'endettement de ces derniers vis à vis des organismes financiers internationaux et des états des pays riches les a plongés dans une pauvreté et une misère encore plus grandes qu'avant. Le Sénégal fait partie des pays sous-

développés. Et de surcroît, dirigé par un régime autoritaire et répressif, rien d'étonnant alors que les images qui ont été offertes aux voyageurs soient celles du dénuement et d'une misère à vous fendre le cœur. Mais ce dénuement et cette misère n'affectent pas du tout la mince couche de privilégiés, gros commerçants; hauts fonctionnaires ministres et autres responsables de l'état qui eux n'hésitent pas à vivre de prébendes et de corruption.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

COMBAT OUVRIER

Mr DUFEAL

B.P. 42

92114 CLICHY CEDEX

IMPRESSION

Imp. ERAVILLE & FILS S.A.R.L.

Commission paritaire

No 51728